



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau
CS 20105
71321 Chalon-sur-saone Cedex

Chalon-sur-saône, le 13/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHALON ENERGIE SA

16 BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE
BP 40617
71100 Chalon-Sur-Saône

Références : AV/CS/2026/C_053
Code AIOT : 0005401250

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2026 dans l'établissement CHALON ENERGIE SA implanté Rue des Frères Lumière 71100 Chalon-sur-Saône. L'inspection a été annoncée le 08/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHALON ENERGIE SA
- Rue des Frères Lumière 71100 Chalon-sur-Saône
- Code AIOT : 0005401250

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'exploitation de la chaufferie par la société CHALON ENERGIE est autorisée par les arrêtés préfectoraux suivants :

- n°2013273-0014 du 30 septembre 2013 autorisant l'exploitation d'une chaufferie alimentant la ville de Chalon-sur-Saône ;
- n°DCL-BRENV-2021-231-1 du 19 août 2021 relatif aux prescriptions complémentaires aux conditions d'exploitation relatives aux meilleurs techniques disponibles ;
- n°DCL-BRENV-2025-15-2 du 15 janvier 2025 relatif aux prescriptions complémentaires aux conditions d'exploitation.

La chaufferie se situe dans une zone à dominante industrielle avec quelques commerces et à proximité du canal du centre. Sont présents à proximité et à l'est du site : une maison d'habitation sur une parcelle voisine et un lycée à moins de 500 mètres.

Les installations permettent de produire de la chaleur pour le réseau de chauffage urbain de la ville de Chalon-sur-Saône (réseau en boucle fermée). Le réseau est exploité par ENGIE Solutions dans le cadre d'une délégation de service public, qui a été prolongé par la ville de Chalon jusqu'en 2034 (avenant n°22).

Les équipements exploités par la société CHALON ENERGIE sont les suivants :

- 2 chaudières G11 et G12 alimentées en biomasse de puissance thermique unitaire nominale de 12 MW mises en service en 2014, sans limitation de durée de fonctionnement ;
- 1 turbine pour la cogénération G3 alimentée au gaz naturel de puissance thermique unitaire nominale de 38,4 MW mis en service en 2012, sans limitation de durée de fonctionnement ;
- 2 chaudière gaz naturel G13 et G14 de puissance thermique unitaire nominale de 8,9 MW mises en service en 2025, sans limitation de durée de fonctionnement.

Ces équipements forment une unique installation de combustion au sens de la réglementation applicable aux installations de combustion, d'une puissance thermique nominale totale de 80,2 MW. Toutefois l'installation comporte quatre unités de combustion ayant une puissance nominale inférieure à 15 MW. L'installation est donc soumise à l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110. La puissance thermique nominale totale de l'installation est donc de 38,4 MW au sens de l'arrêté ministériel de 2018 de référence après retranchement des appareils d'une puissance inférieure ou égale à 15 MW.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|---|---|-----------------------|
| 1 | Respect des VLE et fréquence - Rejets atmosphériques | AP Complémentaire du 15/01/2025, article 4.1, 4.2, 4.3 et 6.1 | / | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 3 | Conditions de surveillance des rejets atmosphériques | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31 | Susceptible de suites | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 3 mois |
| 4 | Définition et gestion des périodes autres de fonctionnement (OTNOC) | AP Complémentaire du 15/01/2025, article 5 | / | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 6 | VLE eaux industrielles | Arrêté Préfectoral du 30/09/2013, article 4.3.9 VLE | Susceptible de suites | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 3 mois |
| 7 | VLE eaux pluviales | Arrêté Préfectoral du 30/09/2013, article 4.3.12 | Susceptible de suites | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 8 | Niveau acoustique | AP Complémentaire du 15/01/2025, article 7 | / | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 12 mois |
| 10 | Gestion des déchets | AP Complémentaire du 30/09/2013, article 5.1.7 | / | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|---|--|-------------------|
| 2 | Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement | Arrêté Préfectoral du 15/01/2025, article 6.2 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 5 | Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement | Arrêté Préfectoral du 30/09/2013, article 4.1.2 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 9 | Suivi de la qualité des eaux souterraines | AP Complémentaire du 30/09/2013, article 4.4 | / | Sans objet |
| 11 | Installations électriques | AP Complémentaire du 30/09/2013, article 7.3.2 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est relevé lors de l'inspection plusieurs non-conformité portant sur :

- l'absence de contrôle réglementaire de la cogénération G3
- l'absence de contrôle de l'installation G12 pour le second semestre (pas d'analyse semestrielle des paramètres HCl et dioxine et furane)
- le dépassement de la valeur limite d'émission (VLE dans la suite du rapport) en concentration du paramètre NOx pour la chaudière G12 (lors du contrôle réglementaire et lors du réglementaire métaux) et des VLE en concentration et en flux pour le paramètre poussières pour G12 également ;
- absence de contrôle du paramètre formaldéhyde en 2024 et 2025 pour G11 et G12 ;

- dépassements des VLE en pH, DCO, MES, azote global et HCT pour le rejet n°1 ainsi que le pH et l'azote global pour le rejet n°2 lors du contrôle des eaux résiduaire en 2023 ;
- absence d'analyses des eaux résiduaires en 2024 ;
- absence d'analyses sur les eaux pluviales en 2025 ;
- dépassement de la VLE acoustique en limite de site au point 1 en période nocturne et de l'émergence réglementée au point 3 en période diurne ;
- absence de contrôle électrique en 2024.

Des actions correctives (et des justificatifs) sont demandés.

Plusieurs demandes de justificatifs sont réalisées portant également sur les rejets atmosphériques, les rejets aqueux et les déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des VLE et fréquence - Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/01/2025, article 4.1, 4.2, 4.3 et 6.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

Article 4.1

| N° de conduit | Installations raccordées | Puissance ou capacité | Combustible |
|---------------|-----------------------------|--------------------------|-------------------------------|
| 1 | Chaudière G13 | 8,9 MW | Gaz naturel |
| 2 | Chaudière G14 | 8,9 MW | Gaz naturel |
| 3 | Chaudière G3 | 38,4 MW | Gaz naturel (cogénération) |
| 4 | Chaudière G11 | 12 MW | Biomasse |
| 5 | Chaudière G12 | 12 MW | Biomasse |

Article 4.2

| | Hauteur en m | Diamètre en m | Débit nominal en Nm ³ /h | Vitesse mini d'éjection en m/s |
|-------------|-----------------|------------------|--|--------------------------------------|
| Conduit N°1 | 62 | 0,8 | 10 210 | 8 |
| Conduit N°2 | 62 | 0,8 | 10 210 | 8 |
| Conduit N°3 | 23 | 2,5 | 109 000 | Non concernée (cogénération) |

| | | | | |
|-------------|----|-----|--------|---|
| Conduit N°4 | 22 | 1,3 | 27 120 | 8 |
| Conduit N°5 | 22 | 1,3 | 27 120 | 8 |

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Article 4.3

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

| Concentrations en mg/Nm ³ | Conduits n°1 et 2 | Conduit n°3 | Conduits n°4 et 5 |
|---|-------------------------------|----------------------------------|-------------------------------|
| Taux d'O ₂ de référence | 3 % | 15,00 % | 6 % |
| Poussières | - | 5 | (j) 10 (m) 10 (a) 10 |
| SO ₂ | - | 10 | (j) 200 (m) 200 (a) 100 |
| NO _x en équivalent NO ₂ | (j) 100 (m) 100 (a) 100 | (j) 50 (m) 50 (a) 50 | (j) 200 (m) 200 (a) 200 |
| CO | (j) 100 (m) 100 (a) 100 | (j) = 85 (m) = 85 (a) = 80 | (j) 200 (m) 200 (a) 200 |

| | (a) 100 | (a) = 80 | (a) 200 |
|---|---------|----------|----------------------------|
| HCl | - | - | 10 |
| HF | - | - | 1,5 |
| COVT | - | 20 | 40 |
| COVNM | 50 | 50 | 50 |
| HAP | - | 0,01 | 0,01 |
| NH ₃ | - | - | (j) 15 (m) 15 (a) 15 |
| Cd et ses composés | - | 0,05 | 0,05 |
| Hg et ses composés | - | 0,05 | 0,005 |
| Tl et ses composés | - | 0,05 | 0,05 |
| Cd + Hg + Tl et leurs composés | - | 0,1 | 0,1 |
| As et ses composés | - | 0,5 | 0,06 |
| As + Se + Te et leurs composés | - | 1 | 1 |
| Pb et ses composés | - | 1 | 1 |
| Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + | - | 5 | 5 |

| | | | |
|--|---|---|----------------------|
| Sn + Mn + Ni + V + Zn et leurs composés | | | |
| Dioxines et furanes | - | - | 0,1.10 ⁻⁶ |

(j) = journalière, (m) = mensuelle, (a) = annuelle

Afin de limiter les émissions de poussières de bois, la manipulation de la biomasse doit faire l'objet de précautions particulières telles que :

- stocker la matière dans un bâtiment fermé,
- décharger la matière dans le bâtiment de stockage,
- limiter la hauteur de chute à 1 m lors des déchargements des camions d'approvisionnement.

Les fumées de combustion de la biomasse doivent être traitées :

- par injection d'urée dans les foyers de combustion, afin de réduire les teneurs en NOx,
- par un dépoussiéreur primaire de type multicyclones, et un filtre à manche ou un électrofiltre, afin de réduire la teneur en poussières.

Conditions de respect des valeurs limites :

Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées :

- aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse la valeur limite d'émission journalière,
- aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse la valeur limite d'émission mensuelle,
- aucune valeur annuelle moyenne ne dépasse la valeur limite d'émission annuelle,
- 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % de la valeur limite d'émission mensuelle.

[...] Dans les cas où des mesures en continu ne sont pas exigées, les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.

Article 6.1

Pour chacun des polluants prévu au tableau qui suit, au moins une mesure est effectuée dans les six mois suivant la mise en service des chaudières G13 et G14 puis périodiquement, conformément à la fréquence définie ci-dessous. Tous les résultats de la surveillance sont

enregistrés.

Les émissions rejetées par chacune des conduites d'une cheminée commune font l'objet d'une surveillance séparée.

Le tableau suivant définit la fréquence, les paramètres et les points de rejets pour lesquels des mesures sont réalisées sur la période de fonctionnement normale des différents générateurs.

| Paramètre | Conduits 1 et 2 (chaudière au Gaz Naturel) | Conduit 3 (cogénération GN) | Conduits 4 et 5 (biomasse) |
|-------------------------------------|---|--------------------------------|-------------------------------|
| Débit | Continue | Continue | Continue |
| Température | Continue | Continue | Continue |
| Pression | Continue | Continue | Continue |
| Teneur en vapeur d'eau ⁶ | Continue | Continue | Continue |
| O ₂ | Continue | Continue | Continue |
| SO ₂ | - | Semestrielle ²³ | Continue ¹ |
| NO _x | Continue | Continue | Continue |
| Poussières | - | Semestrielle ³ | Continue |
| CO | Continue | Continue | Continue |
| NH ₃ | - | - | Continue ⁴ |

| COVNM ⁷ | Annuelle | Annuelle | Annuelle |
|--|----------|----------|-----------------------------|
| HAP | - | - | Annuelle |
| Cd et ses composés | - | - | Annuelle |
| Hg et ses composés | - | - | Annuelle |
| Tl et ses composés | - | - | Annuelle |
| As+Se+Te et leurs composés | - | - | Annuelle |
| Pb et ses composés | - | - | Annuelle |
| Sb + Cr+ Co+ Cu+ Sn+ Mn+ Ni+V+Zn et leurs composés | - | - | Annuelle |
| HCl | - | - | Semestrielle ^{4,5} |
| HF | - | - | Annuelle ⁴ |
| Dioxines et furanes | - | - | Semestrielle |
| Formaldéhyde ⁷ | - | - | Annuelle |

¹ : Si l'exploitant peut prouver que les émissions de SO₂ ne peuvent en aucun cas être supérieures aux valeurs limites d'émission prescrites : la fréquence peut être **trimestrielle**³ avec estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation. Les conditions de réalisation de cette estimation

paramètres de fonctionnement de l'installation. Les conditions de réalisation de cette estimation sont précisées dans le programme de surveillance de l'exploitant.

² : Fréquence semestrielle avec estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation. Les conditions de réalisation de cette estimation sont précisées dans le programme de surveillance de l'exploitant. Au lieu de la mesure semestrielle prévue au présent alinéa, d'autres procédures peuvent, après accord du préfet, être utilisées pour déterminer les émissions de SO₂. Ces procédures garantissent l'obtention de données de qualité scientifique équivalente.

³ : Modifié par rapport à l'arrêté d'autorisation de 2013.

⁴ : Ajouté par rapport à l'arrêté d'autorisation de 2013.

⁵ : S'il est établi que les niveaux d'émissions sont suffisamment stables (sinon, une mesure en continu est mise en place) et lors de chaque modification des caractéristiques du combustible.

⁶ : La mesure en continu de la teneur en vapeur d'eau des fumées n'est pas nécessaire si l'échantillon de fumées est asséché avant analyse.

⁷ : Ajouté par rapport à l'arrêté préfectoral complémentaire de 2021. En fonction des résultats du premier contrôle, un allègement de la surveillance pourra être demandé.

Constats :

Les chaudières G1 et G2 ont été démantelées en 2024. Les nouvelles chaudières gaz, dites G13 et G14 ont été mises en service fin d'année 2024.

Contrôle des chaudières gaz G13 et G14

Le contrôle a été réalisé du 21 janvier au 24 janvier 2025 par SOCOTEC. Le contrôle a bien été réalisé dans les 6 mois suivant la mise en service des installations.

Constat 01-05022026 : les vitesses minimales d'éjection ne sont pas respectées pour les deux chaudières, toutefois les contrôles ont été effectués à 10 % de charge et à 80 % de charge. Les valeurs limites d'émission (VLE) en concentration et en flux sont respectées.

Contrôle de la cogénération G3

Constat 02-05022026 : non-conformité : le dernier contrôle de la cogénération a été réalisé en 2021 (non-respect des fréquences de contrôle des paramètres et absence de justification du respect des VLE). L'installation a fonctionné 20 jours en 2024. L'exploitant n'a pas pu faire contrôler l'installation dans cette période de fonctionnement. Depuis octobre 2025, l'exploitant n'a plus la main sur les démarrages de l'installation. Cette dernière est sous contrat avec Enedis/RTE (mise à disposition annuelle). Depuis octobre 2025, l'installation n'a pas été démarrée par Enedis.

L'exploitant indique qu'il mettra en 2026 l'installation en indisponibilité pour Enedis pour effectuer un contrôle des émissions, afin de respecter l'article 30 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018.

(Mesure pour les appareils fonctionnant moins de 500 h/an.

Pour les appareils de combustion fonctionnant moins de 500 heures par an, au lieu des fréquences fixées à la présente section, des mesures périodiques sont exigées a minima :

- toutes les 1 500 heures d'exploitation pour les installations de combustion moyennes dont la puissance thermique nominale totale est supérieure ou égale à 1 MW et inférieure à 20 MW,*
- toutes les 500 heures d'exploitation pour les installations de combustion moyennes dont la puissance thermique nominale est supérieure ou égale à 20 MW.*

La fréquence des mesures périodiques n'est, en tout état de cause, pas inférieure à une fois tous les cinq ans.)

Constat 03-05022026 : l'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet le fait que l'installation de cogénération est considérée comme un appareil fonctionnant moins de 500 h/an. Le PAC de 2024 indique un fonctionnement attendu de 1 450 h par an.

Contrôle des chaudières biomasse G11 et G12

Contrôles 2024

Le premier contrôle semestriel 2024 a été réalisé par APAVE du 31 mai au 4 juin 2024 pour G11 et G12.

Constat 04-05022026 : non-conformité : la VLE pour le paramètre NOx est dépassée pour les deux chaudières biomasse (max : 248 mg/Nm³ pour G12 et 220 mg/Nm³ pour G11).

Le second contrôle semestriel 2024 a été réalisé par Bureau Veritas (contrôle inopiné) les 28 et 29 octobre 2024. Le rapport indique le respect des VLE pour la chaudière G11.

Constat 05-05022026 : non-conformité : absence de contrôle de l'installation G12 pour le second semestre (pas d'analyse semestrielle des paramètres HCl et dioxine et furane). Le contrôle inopiné demandé pour G12 n'a pas été réalisé et l'exploitant n'a pas fait réaliser de second contrôle en 2024. Le suivi en continu est bien assuré.

Le contrôle inopiné indique « Installation G12 et G3 non contrôlées. Lors du deuxième passage sur site les installations G12 et G3 n'étaient pas en fonctionnement. »

Constat 06-05022026 : le contrôle inopiné G11 indique « Rapport provisoire en attente des analyses du paramètre HF », de ce fait, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect de la VLE du paramètre HF pour 2024.

Contrôle 2025

Le premier contrôle semestriel 2025 a été réalisé par APAVE du 24 au 26 mars 2025 et du 31 mars ou 01 avril 2025 pour G11 et G12. Les VLE sont respectées pour les paramètres contrôlés sur G11.

Constat 07-05022026 : non-conformité : la VLE en concentration du paramètre NOx est dépassée pour la chaudière G12 (lors du contrôle réglementaire et lors du réglementaire métaux) et les VLE en concentration et en flux sont dépassées pour le paramètre Poussières pour G12.

Le second contrôle semestriel 2025 a été réalisé par l'APAVE le 29 octobre 2025. Le rapport indique le respect des VLE HCl ainsi que dioxines et furanes pour les chaudières G11 et G12.

Constat 08-05022026 : non-conformité : le paramètre formaldéhyde n'a pas été contrôlé en 2024 et 2025. Pour rappel, le contrôle de ce paramètre est annuel même si aucune VLE n'a été prescrite.

Suivi en continu

Le suivi en continu des paramètres exigés dans l'arrêté est réalisé. A noter que la baie d'analyse de la cogénération (G3) enregistre en continu les paramètres SO₂ et poussières même si non exigé.

Les anomalies relevées en continu sont expliquées à chaud et consignées dans un rapport mensuel afin de garder la mémoire des événements éventuels survenus.

La maintenance des baies d'analyses sont intégrées par le logiciel de suivi spécifique (GMAO) qui intègre l'ensemble des obligations réglementaires des installations.

Il est contrôlé par sondage les nombres de jour de dépassement des paramètres suivis en continu, fonction des conditions imposés par l'arrêté, ainsi en 2025 pour G12 :

- CO : 2 jours invalidés en janvier ; 1 h en dépassement > 200 % VLE et 5 jours invalidés en novembre ;
- NOx : 4 jours invalidés en avril ; 4 jours > 110 % VLE en octobre ; 11 jours > 110 % VLE et 5 jours invalidés en novembre ;
- SO₂ : 4 jours invalidés en avril ; 5 jours invalidés en novembre
- NH₃ : 1 jour > 110 % VLE et 11 h > 200 % VLE en décembre
- poussières : 1h > 200 % VLE en janvier, 1 h > 200 % VLE en février ; 4 jours invalidés en avril ; 3 h > 200 % VLE et 5 jours invalidés en novembre.

Constat 09-05022026 : non-conformité : les valeurs limites d'émission ne sont pas respectées pour la chaudière G12 en 2025 pour les paramètres NOx et NH₃ (valeurs journalières moyennes validées dépassent la VLE journalière). Pour les autres paramètres, les 4 conditions notées dans l'article sont respectées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 01-05022026 : pour la vitesse G13 et G14 (conduits 1 et 2) le débit doit être mesuré en continu, l'exploitant transmet les données d'autosurveillance justifiant les valeurs de vitesse d'éjection.

Constat 02-05022026 : l'exploitant fait réaliser le contrôle réglementaire de l'installation de cogénération et transmet le rapport dès réception.

Constat 03-05022026 : l'exploitant porte à la connaissance du préfet de Saône-et-Loire les modifications d'exploitation de l'installation de cogénération et justifie du respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 pour cette installation.

Constat 04-05022026 et Constat 07-05022026 : l'exploitant indique les actions mises en place pour réduire la concentration en NOx des chaudières biomasse.

Constat 06-05022026 : l'exploitant récupère le rapport définitif du contrôle inopiné 2024 et transmet le résultat du contrôle du paramètre HF.

Constat 08-05022026 : l'exploitant justifie du contrôle 2026 du paramètre formaldéhyde sur les chaudières biomasse.

Constat 09-05022026 : l'exploitant indique les actions mises en place pour un retour à la conformité du respect des VLE des paramètres mesurés en continu. Il transmet l'analyse des résultats pour 2025 pour les autres générateurs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2025, article 6.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions atmosphériques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/01/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air sur les retombées de poussières.</p> |
| Constats : <p><u>Rappel du constat 2023</u></p> <p>Constat 06-30012023 : NON-CONFORMITE : l'exploitant n'a jamais mis en place la surveillance de la qualité de l'air sur les retombées de poussières.</p> <p>Ce constat est récurrent. L'exploitant indique qu'il a pris contact avec ATMO BFC pour être accompagné dans la mise en place de cette surveillance. Cette même réponse revient à chaque visite d'inspection ou bilan annuel.</p> <p>L'exploitant indique avoir eu des difficultés à obtenir un rendez-vous avec ATMO BFC mais qu'il est prévu une réunion avec cette association le 13 février 2023.</p> <p>L'exploitant devra justifier sous 3 mois de la mise en place de la surveillance (bon de commande de matériel, d'analyses, plan de localisation des points de surveillance, etc.). Dans le cas contraire, il sera proposé à M. le préfet de Saône-et-Loire de mettre en demeure l'exploitant de respecter ce point.</p> <p><u>Constat 2026</u></p> <p>L'exploitant a fait réaliser par ATMO BFC une surveillance de la qualité de l'air sur les retombées de poussières pour les saisons de chauffe 2023/2024 et 2024/2025. Constat 06-30012023 soldé.</p> <p>Les conclusions de l'étude indiquent :</p> <p>"- Bilan des retombées atmosphériques</p> <p><i>Les niveaux de retombées atmosphériques mesurés au cours de chaque série sont hétérogènes. Les séries 1 et 4 enregistrent les plus fortes retombées. A noter que lors de la série 1 la chaufferie était à l'arrêt. Elles sont les plus faibles lors de la série 3, période la plus froide de la campagne sous fonctionnement de la chaufferie. Les niveaux moyens d'une campagne à une autre ne sont donc pas directement attribuables aux activités de la chaufferie.</i></p> <p><i>Les teneurs observées sur les sites de la zone en comparaison avec le site de référence donnent plus d'indications sur le potentiel impact des activités de l'industriel sur son environnement. Au cours de la série 1, lorsque la chaufferie est à l'arrêt, les mesures effectuées sont similaires entre la zone d'étude et le site de référence montrant une homogénéité des niveaux en situation normale. Lors de la série 2 (novembre), démarrage annuel de la chaufferie, si les niveaux sont plus faibles dans leur ensemble, on observe que certains sites (2, 4 et 5) de la zone d'étude enregistrent des teneurs supérieures à celle mesurée sur le site de référence. La série 3 indique les plus faibles teneurs de la campagne. La comparaison de la zone avec le site de référence ne montre par d'écart significatif entre les niveaux mesurés. Enfin, au cours de la dernière série, les teneurs observées sont plus</i></p> |

hétérogènes, seuls les sites au Sud de la chaufferie enregistrent des niveaux légèrement supérieurs à celui du site de référence.

La répartition des niveaux moyens par site met en évidence des niveaux proches entre ceux mesurés sur la zone d'étude et ceux du site de référence. Seul le site 5 observe une teneur supérieure au site de référence mais cet écart est également constaté lorsque la chaufferie est à l'arrêt, mettant en évidence de probables sources locales.

Bien que, ponctuellement, les niveaux de la zone d'étude soient légèrement plus élevés que le site de référence, les niveaux moyens mesurés sur l'année ne semblent pas révéler d'impact significatif des activités de la chaufferie sur son environnement proche.

- Historique

En comparaison aux mesures effectuées l'année précédente, les niveaux mesurés lors de cette campagne sont nettement inférieurs. Ils apparaissent également plus homogènes entre les sites. Les teneurs observées sur la zone d'étude apparaissent cette année proches de celle enregistrée sur site de référence. A l'inverse de la campagne 2023-2024, où une forte disparité des niveaux était observée avec une teneur moyenne sur la zone d'étude plus élevée que sur le site de référence. Autre différence entre les deux années, la part organique dans les retombées est en moyenne plus élevée sur la campagne 2023-2024 (61%) que lors de la présente campagne (51%).

- Stratégie de poursuite de la campagne

Si la campagne 2023-2024 semble avoir montré un potentiel impact de la chaufferie sur son environnement proche par des niveaux plus élevés sur la zone d'étude que sur le site de référence, ce constat n'a pas été fait sur les mesures effectuées en 2024-2025.

Initialement prévu pour une durée de 3 ans, ce suivi en l'état semble pertinent à conserver pour la 3ème année au regard des 2 années de mesures effectuées.

Le nombre de séries d'échantillonnage annuelles reste pertinent. La série estivale, en période d'arrêt de la chaufferie, permet un état des lieux de la zone d'étude sans contribution de la chaufferie. Le maintien des mesures lors des phases de mise en service et de fonctionnement maximal de la chaufferie apparaît indispensable pour ce suivi environnemental. La mesure lors de la fin de période d'activité, apporte des données supplémentaires pour l'exploitation des résultats mais pourrait être supprimée dans un objectif de resserrement des mesures.

Le positionnement des sites semble pertinent à conserver en l'état au regard de la répartition des vents sur la zone. Le déplacement du site 4 en retrait du champ semble avoir permis d'écarter une contamination par les activités agricoles. Enfin, le site de référence, hors de la zone d'étude, apporte un point de comparaison indispensable aux mesures effectuées sur la zone d'étude."

La prestation est reconduite à l'identique pour 2025/2026. A l'issue de cette troisième campagne, une adaptation du suivi pourra être sollicité par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conditions de surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions atmosphériques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/01/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

I. - Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST). Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST.

Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.

II. - L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues à la section 1 du chapitre VI du présent titre par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.

Constats :

Rappel des constats 2023

Baies de mesures en continu du CO, NO_x, SO₂, NH₃, poussières et O₂ :

| | QAL1 | QAL2 (APAVE) | QAL3 | AST (APAVE) |
|---------------|--------------------|---|---|---|
| G1 FOD | TUV 2015 baies OTI | Non réalisé (pas de fonctionnement depuis 2014) | Non réalisé (pas de fonctionnement depuis 2014) | Non réalisé (pas de fonctionnement depuis 2014) |
| G2 chaud GN | TUV 2015 baies OTI | 2020 | 2022 (ENVEA) | 2021 |
| G3 turbine GN | TUV 2015 baies OTI | 2019 | 2022 (ENVEA) | 2019 (avec QAL2) |

| | | | | |
|--------------|----------------|---|---|---|
| | | | | |
| G11 biomasse | 2015 baie Fuji | 2021 et 2022 o f f s e t opacimètre à régler A b s e n c e étalonnage poussière | 2 0 2 2 (e n interne, sur PC Fuji) | 2021 (juillet) 2022 (mars) r e m a r q u e s APAVE 2022 : NC en CO et humidité Q A L 2 obligatoire en 2023 |
| G12 biomasse | 2015 baie Fuji | 2021 : Nc en poussières 2022 : Absence étalonnage poussière | 2 0 2 2 (e n interne, sur PC Fuji) | 2021 (avril) r e m a r q u e s A P A V E : NC pour CO 2022 (avril) r e m a r q u e s A P A V E : Q A L 2 obligatoire en 2023 |

Suivi des instruments de mesure en continu des poussières pour la biomasse G11 et G12 :

Le suivi est réalisé hebdomadairement et mensuellement par ENGIE.

Des maintenances annuelles selon préconisation fabricant (une petite et une grande par FUJI) intégrant en particulier une vérification de l'étalonnage de l'instrument sont réalisés en interne.

Suivi des instruments de mesure en continu des paramètres de combustion :

Double maintenance annuelle par le fabricant FUJI pour débit, température, pression, O2 et humidité pour la biomasse. Test annuel (AST) par APAVE

Constat 07-30012023 : DEMANDE DE COMPLÉMENT : l'exploitant justifiera de la réalisation obligatoire des QAL2 des générateurs G11 et G12 en 2023 (prévue en avril 2023)

Constat 08-30012023 : non-conformité : absence d'AST en 2022 pour les générateurs G2 et G3

Constat 09-30012023 : non-conformité : absence d'étalonnage poussière pour les 2 générateurs G11 et G12

Changement par rapport à la visite de 2023 :

- Suppression des générateurs G1 et G2
- Nouvelles chaudières gaz G13 et G14

Constat 2026

A l'issue de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis les documents suivants :

- QAL2 G11 2023 (APAVE)
- QAL2 G12 2023 (APAVE)
- QAL2 G11 NH3 2024 (APAVE)
- QAL3 G3 2023 (ENVEA)

Baies de mesures en continu du CO, NOx, SO2, NH3, poussières et O2 :

| | QAL1 | QAL2 (APAVE) | QAL3 | AST (APAVE) |
|---------------|--------------------|---|------------------|------------------|
| G13 GN | 2024 baie Solstice | 2025 | - | N o n communiqué |
| G14 GN | 2024 baie Solstice | 2025 | - | N o n communiqué |
| G3 turbine GN | TUV 2015 bais OTI | 2019 | 2023 (ENVEA) | 2019 (avec QAL2) |
| G11 biomasse | 2015 baie Fuji | 2023 : conformité réserve pour l'analyseur NH3 QAL2 à refaire 2024 : NH3 conforme | N o n communiqué | N o n communiqué |
| G12 biomasse | 2015 baie Fuji | 2023 conformité Réserve pour le paramètre Poussières | N o n communiqué | N o n communiqué |

Suivi des instruments de mesure en continu des poussières pour la biomasse G11 et G12 :

Le suivi est réalisé hebdomadairement et mensuellement par ENGIE.

Des maintenances annuelles, selon préconisation fabricant (une petite et une grande par FUJI), intégrant en particulier une vérification de l'étalonnage de l'instrument, sont réalisés en interne.

Suivi des instruments de mesure en continu des paramètres de combustion :

Double maintenance annuelle par le fabricant FUJI pour débit, température, pression, O2 et

humidité pour la biomasse. Test annuel (AST) par APAVE

Constat 10-05022026 : l'exploitant a indiqué que les QAL2 des chaudières G13 et G14 ont été réalisés mais les rapports n'ont pas encore été transmis par l'APAVE.

Constat 11-05022026 : l'exploitant a indiqué qu'il allait procéder à la réalisation des QAL2/QAL3/AST de l'installation de cogénération G3 en 2026

Les QAL2 noté comme obligatoire en 2023 dans le rapport APAVE 2022 pour les chaudières G11 et G12 sont bien été réalisé en avril 2023.

Constat 12-05022026 : l'exploitant n'a pas indiqué si les QAL3 des chaudières biomasse ont été réalisés.

Constat 13-05022026 : l'exploitant n'a pas justifié de la réalisation des AST pour les générateurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 10-05022026 : l'exploitant transmet les rapports QAL2 de G13 et G14 dès réception.

Constat 11-05022026 : l'exploitant transmet les rapports G3 dès réception.

Constat 12-05022026 : l'exploitant indique si les QAL3 des chaudières G11 et G12 ont été réalisées en 2025 en interne sur le PC Fuji comme pour les années précédentes ou transmet les QAL3 réalisés.

Constat 13-05022026 : l'exploitant justifie de la réalisation des AST pour les générateurs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Définition et gestion des périodes autres de fonctionnement (OTNOC)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/01/2025, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

Les périodes autres que les périodes normales de fonctionnement (OTNOC) sont définies comme suit :

- les périodes de démarrage et d'arrêt des unités de combustion,
- les périodes d'essais, de réglage ou d'entretien des unités de combustion,
- les périodes de panne ou de dysfonctionnement d'un dispositif de réduction des émissions,
- les périodes d'étalonnage des baies d'analyses.

Les périodes de démarrage et d'arrêt sont définies selon les critères suivants :

| | G13 | G14 | G3 | G11 | G12 |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| La période de démarrage de l'appareil est achevée lorsque le minimum technique suivant est atteint et que la chaudière fonctionne en automatique (régime stabilisé) : | 20 % de sa charge | 20 % de sa charge | 50 % de sa charge | 40 % de sa charge | 40 % de sa charge |
| La période d'arrêt de l'appareil commence lorsque la charge descend en dessous de la charge suivante et que le fonctionnement automatique est désactivé. | 20 % de sa charge | 20 % de sa charge | 50 % de sa charge | 35 % de sa charge | 35 % de sa charge |

| | | | | | |
|------------|--|--|--|--|--|
| désactivé. | | | | | |
|------------|--|--|--|--|--|

Le plan de gestion de ces périodes OTNOC contient :

- la conception appropriée des systèmes censés jouer un rôle dans les OTNOC susceptibles d'avoir une incidence sur les émissions dans l'air, dans l'eau ou le sol,
- l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive spécifique pour ces systèmes,
- une vérification et un relevé des émissions causées par des OTNOC et les circonstances associées, et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire,
- une évaluation périodique des émissions globales lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.

Constats :

Il a été constaté en 2023 que le plan de gestion des OTNOC a bien été réalisé. Il s'agit d'un tableur reprenant :

- phase 1 : identification des périodes OTNOC
- phase 2 : moyens de détection / mesures et maintenance
- phase 3 : estimations ou mesures des émissions

Sont passées en revue :

- les démarrages dits normaux (programmés) et les arrêts dits normaux (programmés) - communs à tous les sites - ainsi que les arrêts d'urgence ou incident sur chaque chaudière.
- le cas de panne ou opération d'entretien d'un appareil de mesure en continu
- les cas spécifiques :

- pannes ou dysfonctionnement d'un dispositif de traitement des fumées (DENOX, filtres à manches, dépoussiéreurs multicyclones)
- essais, réglages ou entretien après réparation des moteurs

En 2023, il a été évoqué les difficultés de mesures en continu en cas de périodes transitoires notamment dues à l'inertie des moyens bois en cas ou non de fonctionnement simultané au gaz ou de la cogénération. Ces périodes sont complexes et les mesures en continu difficiles à sortir avec les baies d'analyses. Cette problématique a été remontée au niveau national par le groupe Engie et une démarche de réflexion nationale était en cours sur le sujet.

En 2026, l'exploitant a indiqué :

- **Constat 14-05022026** : le plan de gestion des OTNOC n'a pas été mis à jour suite au remplacement des chaudières G1 et G2 par les générateurs G13 et G14 ;
- les baies Solstice des chaudières G13 et G14 contiennent automatiquement les OTNOC ce qui n'est pas le cas des baies Fuji. Toutefois, une amélioration du système par l'intégration dans les baies des OTNOC est prévu par Fuji. Les modifications (nouveaux programmes développés par Fuji) devraient être apportées pour une des chaudières biomasse en 2026 et pour l'autre en 2027.

| |
|--|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| Constat 14-05022026 : l'exploitant justifiera de la mise à jour du plan de gestion des OTNOC. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 5 : Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2013, article 4.1.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des ressources en eau |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/01/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique. Ces équipements font l'objet au minimum d'un contrôle de maintenance annuel.</p> |
| <p>Constats :</p> <p><u>Rappel des constats 2023</u> Le site dispose de deux dispositifs de disconnexion. Le dernier contrôle de ces dispositifs date du 09 décembre 2020. Constat 10-30012023 : non-conformité : l'exploitant n'a pas réalisé le contrôle de maintenance annuel en 2021 et 2022.</p> <p>L'exploitant indique d'un technicien a été formé sur Paris au contrôle des dispositifs de disconnexion et qu'il a acheté une valise de contrôle. Les contrôles de maintenance annuels seront réalisés en interne à partir de 2023.</p> <p><u>Constat 2026</u> Le contrôle annuel est réalisé en interne. L'exploitant a présenté les rapports de contrôle datant du 2 septembre 2025 pour les deux dispositifs du site. Les rapports n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : VLE eaux industrielles

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2013, article 4.3.9 VLE |
|--|

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des ressources en eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/01/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence des rejets N°1 et N°2 vers le milieu récepteur :

Température <30°C

pH entre 5,5 et 8,5

Paramètres - Concentration moyenne journalière :

MES : 600 mg/l

Cd et ses composés : 0,2 mg/l

Pb et ses composés : 0,5 mg/l

Hg et ses composés : 0,05 mg/l

Ni et ses composés : 0,5 mg/l

DCO : 2000 mg/l

AOX : 2 mg/l

DBO5 : 800 mg/l

Hydrocarbures totaux : 5 mg/l

Azote total : 150 mg/l

Phosphore total : 50 mg/l

Cu et ses composés : 0,5 mg/l

Cr et ses composés : 0,5 mg/l

Constats :

Rappel des constats de 2023

L'exploitant a transmis en amont de la visite d'inspection le rapport de l'APAVE concernant la recherche de polluant dans les eaux des rejets n°1 et n°2 (intervention du 15 au 12 décembre 2021).

L'APAVE indique qu'il n'y a eu aucun rejet durant les 24h de pose du dispositif de mesure. Il n'y a donc eu aucune analyse de faite.

Constat 13-30012023 : non-conformité : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect des VLE des rejets n°1 et n°2 et n'a pas réalisé de campagnes de mesure en 2022.

Le prochain passage de l'APAVE est programmé les 27 et 28 février 2023.

Constat 2026

Les rapports d'analyses présentés (APAVE) par l'exploitant

- prélèvements du 20 au 21 février 2023

- prélèvements du 18 au 19 décembre 2023

Résultats de février 2023 : G1, G2, G3 (exG13 dans l'arrêté préfectoral de 2013)

Le pH maximum instantané enregistré dépasse la valeur limite des référentiels (Arrêté du 30 septembre 2013 et autorisation de déversement des eaux usées de 2017) : 9,28

La concentration de la ST DCO dépasse les valeurs limites des référentiels : $< 2 \times \text{VLE}$, dépassement d'environ 26%

La concentration des MES dépassent les valeurs limites des référentiels : $< 2 \times \text{VLE}$, dépassement d'environ 83%

La concentration de l'azote global dépasse les valeurs limites des référentiels : $2 \times \text{VLE}$

La concentration des hydrocarbures totaux dépasse les valeurs limites des référentiels : $3 \times \text{VLE}$

Pour information, le rapport de biodégradabilité dépasse la valeur de l'autorisation de déversement des eaux usées de 2017 (d'environ $2,5 \times$ la valeur).

Résultats de février 2023 G11-G12

Le pH maximum instantané enregistré dépasse la valeur limite des référentiels : 9,71

Pour information : la concentration des chlorures dépasse la valeur limite de l'autorisation de déversement des eaux usées de 2017 : $< 2 \times \text{VLE}$ et le rapport de biodégradabilité dépasse la valeur limite de l'autorisation de déversement des eaux usées de 2017 (d'environ $2,5 \times$ la valeur)..

En décembre 2023, seul le rejet n°2 a pu être réalisé.

Le pH maximum instantané enregistré et celui de l'échantillon moyen dépassent la valeur limite des référentiels : 9,14

La concentration de l'azote global dépasse les valeurs limites des référentiels : $< 2 \times \text{VLE}$ (dépassement d'environ 71%)

Pour information, le rapport de Biodégradabilité dépasse légèrement la valeur de l'autorisation de déversement des eaux usées de 2017.

Constat 15-05022026 : non-conformité : les résultats dépassent les VLE en pH, DCO, MES, azote global et HCT pour le rejet n°1 ainsi que le pH et l'azote global pour le rejet n°2.

L'exploitant indique que le second passage APAVE de 2023 vaut analyses pour 2024.

Constat 16-0502202 : non-conformité : aucune analyse n'a été réalisée pour 2024. Les analyses de décembre 2023 ne peuvent être prises en compte pour 2024.

| |
|---|
| Constat 17-05022025 : l'exploitant indique que les prélèvements 2025 ont été réalisés mais il n'est pas en mesure de présenter les rapports. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Constat 17-05022025 : l'exploitant transmet les résultats des analyses 2025. Il justifiera ensuite des analyses 2026 dès réalisation. Il indique les actions prévues pour un retour à la conformité du pH des rejets ainsi que des différents paramètres ne respectant pas les VLE de l'arrêté préfectoral de 2013. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 7 : VLE eaux pluviales

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2013, article 4.3.12 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des ressources en eau |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/01/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies : Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°3 et 4 Paramètre Concentrations instantanées MES : 35 mg/l DCO : 125 mg/l DBO5 : 30 mg/l Hydrocarbures totaux : 5 mg/l |
| Constats : <u>Rappel du constat 2023</u> L'exploitant a transmis en amont de la visite d'inspection les résultats des analyses réalisées le 16 décembre 2021 sur les rejets n°3 et n°4. Les paramètres analysés sont : MES, DCO et hydrocarbures totaux. Pour ces paramètres les résultats sont conformes aux valeurs limites prescrites. Constat 14-30012023 : non-conformité : l'exploitant ne fait pas analyser le paramètre DBO5 et n'a pas réalisé de campagne en 2022. |

L'exploitant indique qu'il a contacté son prestataire pour ajouter l'analyse du DBO5 à partir de 2023.

Constat 2026

Constat 18-05022026 : non-conformité : l'exploitant ne peut justifier des analyses 2025.

L'exploitant indique que les prélèvements ont été réalisés en janvier 2026. Il a vérifié en inspection le paramètre DBO5 n'est pas demandé dans l'offre commerciale acceptée.

Constat 19-05022026 : l'exploitant ne fait pas analyser le paramètre DBO5.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 19-05022026 : l'exploitant justifie de la commande du paramètre DBO5.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Niveau acoustique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/01/2025, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

Article 7.1 Mesures correctives

Cet article complète l'article 6.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 septembre 2013 comme suit :

Les chaudières gaz sont équipées d'un dispositif de réduction acoustique sur l'évacuation fumées. Les justificatifs de la mise en place de ce dispositif est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 7.2 Surveillance suite à la mise en service des nouvelles installations

Une mesure de la situation acoustique de l'ensemble du site sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des nouvelles chaudières.

En cas de non-conformité, l'exploitant est tenu d'analyser l'origine des dépassements et de mettre en œuvre les dispositions de réduction du niveau sonore afin de respecter les valeurs indiquées au chapitre 6.2 de l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2013.

+ Article 6.2.1.2. Valeurs limites d'émergence de l'arrêté préfectoral de 2013

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) | Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés | Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés |
|--|---|---|
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A) | 6dB(A) | 4dB(A) |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

| | | |
|----------------------|--------|--------|
| | | |
| Supérieur à 45 dB(A) | 5dB(A) | 3dB(A) |

+ Article 6.2.4. Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation de l'arrêté préfectoral de 2013
Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée:

| PERIODES | PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h,(sauf dimanches et jours fériés) | PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h,(ainsi que dimanches et jours fériés) |
|---------------------------------|---|--|
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| Niveau sonore limite admissible | 70dB(A) | 60dB(A) |

Constats :

Il est constaté en visite du site que les nouveaux générateurs sont équipés d'un caisson d'insonorisation.

Une étude acoustique a été réalisé le 22 janvier 2025 par SOCOTEC.

Points en limite de propriété du site :

Point 1 : Limite de propriété ouest du site.

Le point se trouve à proximité du silo, en face de la grille de sortie de la chaudière, en bordure de l'avenue John Fitzgerald Kennedy (D5).

Point 2 : Limite de propriété nord du Site.

Le point se trouve en bordure de la rue des Frères Lumière.

Point 3 : Limite de propriété est du site.

Le point se trouve à proximité du portail poids lourd, en bordure du jardin du riverain.

Point en Zone à Émergence Réglementée :

Point 3 : Le point se trouve à l'est du site.

Le point a été placé à proximité du portail poids lourds, en bordure du jardin du riverain.

Point Résiduel :

Point 3. : Le point se trouve au Sud du site.

Le point a été placé au sud de l'entrepôt situé au sud du site.

Les mesures de bruit ambiant ont été réalisées dans des plages horaires représentatives de l'activité du site, à savoir,

Pour la période diurne (7h-22h) : 7h00 . 8h30

Pour la période nocturne (22h-7h) : 5h45 . 7h00

Compte tenu de l'impossibilité d'arrêter l'activité du site pendant la campagne de mesure, le bruit résiduel dans les ZER a été évalué à l'aide d'une mesure réalisée au point 3, éloigné du site mais exposé de façon similaire, au point de mesure de bruit ambiant 3, aux autres sources de bruit environnantes (routes.)

Les conclusions du rapport indiquent :

En limite de propriété du site :

Au point 1, en période diurne, les niveaux sonores mesurés sont **conformes** à la valeur limite fixée par l'arrêté préfectoral du site.

Au point 1, en période nocturne, les niveaux sonores mesurés sont **non-conformes** à la valeur limite fixée par l'arrêté préfectoral du site.

Le dépassement des émergences réglementaires peut s'expliquer par le **bruit issu de la grille** situé en façade du bâtiment du site.

Aux points 2 et 3 en période diurne et nocturne, les niveaux sonores mesurés sont **conformes** à la valeur limite fixée par l'arrêté préfectoral du site.

En Zone à Émergence Réglementée :

Au point 3, en période diurne, au niveau de la ZER située à l'est du site, l'émergence sonore mesurée est **non-conforme** à l'émergence réglementaire et en période nocturne, l'émergence sonore mesurée est **conforme** à l'émergence réglementaire.

Le dépassement des émergences réglementaires peut s'expliquer par le **bruit provenant de l'intérieur du bâtiment de la chaufferie**. La **circulation des engins** sur le site est également audible.

Mesures Exploratoire G13 et G14 :

La valeur limite fixée à 80 dB(A) à 1 m a été dépassée en certains points.

Ces dépassements sont à la fois dus au fonctionnement des chaudières G13 et G14 mais aussi au fonctionnement des pompes réseaux.

Avec un fonctionnement plus important des chaudières, la valeur des 80dB(A) à 1 m pourrait être dépassée dans différents autres points de l'atelier.

| |
|--|
| <p>Constat 20-05022026 : non-conformité : la VLE en limite de site est dépassée au point 1 en période nocturne, 65 dB(A) mesuré au lieu de 60 et la valeur de l'émergence réglementée est dépassée en point 3 en période diurne, mesurée à 6 dB(A) pour une émergence réglementaire de 5 dB(A). L'exploitant n'a pas indiqué les actions à mettre en place pour un retour à la conformité.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Constat 20-05022026 : l'exploitant analyse l'origine des dépassements et met en œuvre les dispositions de réduction du niveau sonore afin de respecter les valeurs indiquées au chapitre 6.2 de l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2013. Il justifie de la mise en place de ces dispositions et réalise une nouvelle étude acoustique pour confirmer leur efficacité.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 12 mois</p> |

N° 9 : Suivi de la qualité des eaux souterraines

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/09/2013, article 4.4</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des ressources en eau</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au minimum, deux piézomètres sont implantés en aval du site de l'installation et un piézomètre en amont ; la définition du nombre de piézomètres et de leur implantation est faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique.</p> <p>Un piézomètre est implanté en amont du réservoir enterré de fioul domestique.</p> <p>Deux fois par an, au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe. La fréquence des prélèvements est déterminée sur la base notamment de l'étude citée ci-dessus.</p> <p>L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation. Les résultats de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant les mesures. Toute variation anormale lui est signalée dans les meilleurs délais.</p> <p>Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la variation constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les rapports de mars et septembre 2024 ainsi qu'avril et septembre 2025 des campagnes de contrôle des eaux souterraines réalisées par TAUW.</p> <p>Depuis plusieurs années, les campagnes mettent en évidence des anomalies sur les paramètres sulfates, arsenic, benzène, tétrachloroéthylène (PCE), HAP</p> <p>Les résultats d'analyses des eaux souterraines de la campagne de septembre 2025 ont mis en évidence :</p> |

- Des Composés Organo-Halogénés Volatils (COHV) ;
 - en amont (Pz4) et en aval (Pz1) avec une concentration en PCE (tétrachloroéthylène) de respectivement 2 100 g/l et 22 g/l, dépassant la valeur de référence fixée à 10 g/l pour la somme trichloroéthylène et tétrachloroéthylène ;
 - en aval (Pz2) : une concentration proche de la limite de quantification ;
- Des concentrations en HAP plus élevées en aval hydraulique (Pz2) qu'en amont (Pz4) mais sans dépassement des valeurs de référence pour les substances qui en disposent ;
- De l'arsenic en Pz2 avec une concentration de 92 g/l, dépassant la valeur de référence (10 g/l).

L'arsenic et les HAP sont observés à des concentrations plus élevées en aval qu'en amont du site. Elles peuvent être imputables à l'activité passée ou actuelle du site. Les concentrations relevées pour ces 2 composés sont relativement stables dans le temps. Toutefois, TAUW France recommande de porter une attention particulière à ces paramètres lors des prochaines campagnes de suivi.

Le PCE observé dans les piézomètres Pz4 et Pz1 n'est a priori pas imputable aux activités passées et actuelles du site, les concentrations les plus élevées étant détectées en amont hydraulique du site sur Pz4. TAUW France recommande de porter une attention particulière aux concentrations en PCE lors des prochaines campagnes de suivi afin de confirmer les tendances observées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/09/2013, article 5.1.7

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets

Prescription contrôlée :

| Type de déchets | Codes des déchets | Nature des déchets | Mode de stockage sur site | Quantité maximale stockée sur site |
|-----------------------|-------------------|-----------------------------------|---------------------------|------------------------------------|
| Déchets non dangereux | 17 04 07 | D é c h e t s métalliques | benne | 6 t |
| DND | 10 01 01 | Cendres sous chaudières (humides) | vrac | 15 m ³ /local |
| DND | 10 01 03 | C e n d r e s volantes | big bag | 22 big bags de 1 m ³ |

| | | | | |
|--|----------------------|---|---------|----------------------------|
| | | | | m ³ |
| D é c h e t s d a n g e r e u x | 13 01 11 | Huiles usagées | fûts | 1 t |
| DD | 13 05 02 13 05 07 | B o u e s hydrocarburées | - | 20 t |
| DD | 10 01 04 | S u i e s d e c o m b u s t i o n | big bag | Benne de 20 m ³ |
| DD | 10 01 04 | Effluents de ramonage | - | 9 t |

Constats :

Le tableau de l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2013 n'est plus à jour. Il n'y a plus de production des déchets dangereux « suies de combustion » et « effluents de ramonage ».

Constat 21-05022026 : d'après l'exploitant, les cendres volantes sont classées en déchets dangereux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 21-05022026 : l'exploitant transmet les justificatifs d'évacuation des cendres volantes permettant de vérifier que ce déchet est bien traité comme un déchet dangereux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/09/2013, article 7.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle réglementaire

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.

| |
|--|
| <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les rapports des contrôles réalisés par APAVE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - thermographie et Q19 du 8 décembre 2025, sans anomalie - rapport et Q18 du 12 juin 2025 avec des observations mineures. <p>Le contrôle précédent a été réalisé en septembre 2023.</p> <p>Constat 22-05022026 : non-conformité : le contrôle électrique 2024 n'a pas été réalisé.</p> <p>Le suivi des observations est réalisé via la GMAO du site.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Constat 22-05022026 : l'exploitant veille à effectuer les vérifications des installations électriques à fréquence annuelle.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |